

LA CRISE EN RUSSIE : LE GÉNÉRAL KORNILOF S'EST RENDU

# EXCELSIOR

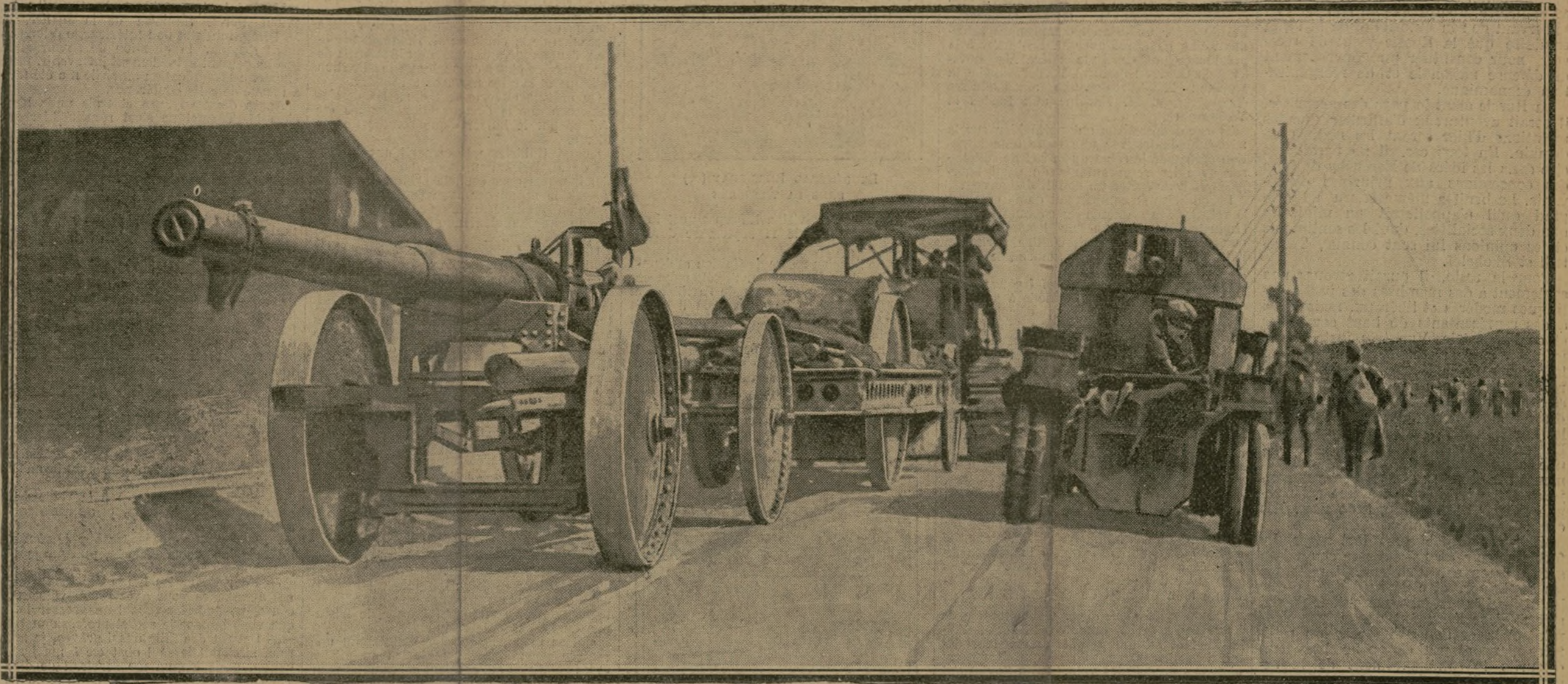
Huitième année. — N° 2.498. — 10 centimes.

« Le plus court croquis m'en dit plus long qu'un long rapport. » — NAPOLEON

Lundi  
**17**  
SEPTEMBRE  
1917

RÉDACTION : 20, rue d'Enghien, Paris  
Téléphone : Gutenberg 02.73 - 02.75 - 15.00  
ADMINISTRATION : 88, av. des Champs-Élysées  
Téléphone : Wagram 57.44 et 57.45  
Adresse télégraphique : EXCEL-PARIS  
TARIF DES ABONNEMENTS :  
France... 3 mois, 10 fr.; 6 mois, 18 fr.; 1 an, 35 fr.  
Étranger... 3 mois, 20 fr.; 6 mois, 36 fr.; 1 an, 70 fr.  
PUBLICITÉ : 11, B<sup>is</sup> des Italiens. - Tél. : Cent. 80-88  
« PIERRE LAFITTE, FONDATEUR »

DANS LE SECTEUR DE RIGA L'ARMÉE RUSSE PROGRESSE.



LES CANONS LOURDS A TRACTEURS ET LES AUTOS BLINDEES DE NOS ALLIÉS VIENNENT PRENDRE LEURS POSITIONS RESPECTIVES



DES COLONNES D'INFANTERIE BIEN EQUIPEES TRAVERSENT UN VILLAGE POUR SE RENDRE EN PREMIÈRE LIGNE

La douzième armée russe, reprenant l'offensive contre l'armée allemande du général von Huttier, gagne du terrain en Livonie et a déjà reconquis 400 kilomètres carrés du territoire occupé par l'ennemi à la suite de la prise de Riga. Notamment dans la direc-

tion et au sud de la chaussée de Pskov, nos alliés ont brisé la résistance acharnée de la garde prussienne envoyée en renfort. Il est réconfortant de constater que, malgré ses revers et la crise intérieure qui bouleverse le pays, l'armée russe commence à se ressaisir.



# KORNILOF S'EST RENDU

**Kerensky s'efforce de reconstituer un gouvernement de défense nationale et de réorganisation économique. Il rencontre quelques difficultés.**

L'épisode Kornilof n'a pas produit le résultat que l'on pouvait craindre. Il n'a nullement déterminé Kerensky, sorti grand de cette alerte, à faire un mouvement plus accentué vers l'extrême-gauche, encore moins à se livrer aux maximalistes. Le jeune dictateur donne, au contraire, une preuve de bon sens en se servant de son autorité et de la leçon salutaire que la Russie vient de recevoir pour constituer un gouvernement de défense nationale et de réorganisation économique.

La Russie étant le pays des surprises, il serait aventureux d'affirmer que les intentions d'hier seront les réalités de demain. En tous cas, il ne paraît pas être dans les idées de Kerensky de faire des concessions aux principes dissolvants. Le bruit a même couru à Petrograd qu'il n'appellerait au ministère que deux socialistes, dont les sentiments et les opinions lui sont connus, Tseretelli et Skobelef.

Pour le reste, il aurait recours non seulement à des membres des partis politiques modérés et libéraux, mais aussi à des représentants du haut commerce et de l'industrie. Vue très juste et qui mérite d'être approuvée. Pour assurer la défense de la Russie, il faut restaurer sa situation financière, gravement atteinte, comme en témoignent les cours du rouble à l'étranger. Et pour rétablir les finances, il faut rassurer les intérêts. En outre, avec l'approche de l'hiver, une crise économique sans précédent menace la Russie : si elle n'est pas conjurée à temps, on court à une catastrophe et, par contre-coup, à de nouvelles convulsions intestines.

Tous ces projets sont fort sages. Ils font honneur au patriotisme et au bon sens du nouveau dictateur. Il restera à les appliquer, et c'est peut-être là que les difficultés recommenceront. Mais qui sait si l'avertissement donné par Kornilof et la crainte d'une réaction militaire n'auront pas été pour beaucoup d'esprits le commencement de la sagesse ? — J. B.

PETROGRAD, 16 septembre. — Le ministre de la Guerre annonce que le général Kornilof s'est rendu au général Alexeïef qui l'a mis en état d'arrestation. (Havas.)

LONDRES, 16 septembre. — On mande de Petrograd que la défaite de Kornilof tient beaucoup à l'énergie du Soviet local de Moujef, où il avait réuni des troupes qu'il destinait à la conquête de Petrograd.

Ce Soviet, par sa propagande, débâcha les soldats de l'ancien généralissime, qui l'abandonnèrent. Des unités entières firent bande à part et se rallièrent au gouvernement provisoire. (Information.)

## Deux généraux et cinq officiers tués par les soldats

LONDRES, 16 septembre. — On mande de Copenhague à l'échange que, d'après un télégramme de Viborg, le général Crowski, commandant la 40<sup>e</sup> division russe, commandant en Finlande ; le général Stefanof, commandant de Viborg, et cinq autres officiers ont été arrêtés pour avoir participé au mouvement de révolte de Kornilof.

Ils furent conduits à l'hôtel de ville pour y entendre la sentence du conseil des ouvriers et des soldats.

Plusieurs milliers de soldats se pressaient aux abords de l'hôtel de ville, qui finalement fut envahi d'assaut.

Les sept officiers ont été tués par les soldats.

Le capitaine Jeksanof a été nommé chef de la 40<sup>e</sup> division, en remplacement du général Crowski.

## Un cabinet de cinq membres

PETROGRAD, 15 septembre. — On communique de source officielle : Il a été décidé temporairement pour des

## Deux coups de main anglais sont réussis en Flandre

Sur le front occidental, les troupes britanniques ont exécuté avec succès deux coups de main, l'un au nord de la route d'Ypres à Menin, au nord du petit bois que nos alliés ont surnommé le bois d'Inverness, et qui n'est autre que la partie septentrionale du bois d'Herouthage ; l'autre au sud de la route d'Arras à Cambrai, dans la direction de Cherisy.

A la lisière du bois d'Inverness, un point d'appui a été enlevé, et les Allemands avouent, en termes vagues à dessein, que « l'adversaire a pénétré dans leurs tranchées de première ligne sur le front d'une compagnie ». Or ce bois est situé à peu près au point culminant (cote 64) du plateau qui s'élève à l'est d'Ypres et domine la plaine de Menin. Entre Arras et Cambrai, nos alliés ont atteint, par deux attaques successives, la lisière occidentale du village de Cherisy, qui couvre au nord-ouest le réduit de Queant.

Ce ne sont là encore que des actions locales, mais qui ont leur importance, en ce qu'elles assurent à nos alliés des observatoires et des points d'appui utiles pour le développement futur des opérations.

Jean VILLARS.

## M. Malvy provoque une réunion de son groupe

A la demande de M. Malvy, le groupe du parti radical et radical-socialiste tiendra, cet après-midi, une réunion à la Chambre. L'ancien ministre de l'Intérieur veut faire connaître à ses collègues « les raisons de sa démission et se justifier des odieuses calomnies dont il a été l'objet ».

questions de gouvernement et de défense nationale de centraliser le pouvoir entre les mains de quelques personnes faisant partie du gouvernement provisoire.

## Les exigences du Soviet

PETROGRAD, 15 septembre. — Les pourparlers qui ont eu lieu dans la journée d'hier et dans la nuit ont pris fin sur la possibilité de créer un cabinet comprenant seulement cinq membres avec M. Kerensky à la présidence du Conseil ; le général Verkhovskiy à la Guerre ; l'amiral Verdevsky à la Marine ; M. Terestchenko aux Affaires étrangères, et M. Nikitine aux Postes et Télégraphes.

Tous les entretiens ont porté hier sur la nécessité de trouver une issue à la situation créée par le refus du Soviet de collaborer avec les représentants du parti bourgeois et pour éviter un conflit dangereux.

La question se compliquait d'une part par la retraite des éléments du commerce et de l'industrie de Moscou sur lesquels avait compté M. Kerensky et, d'autre part, par l'attitude évasive que prendait le général Alexeïef.

Le départ du général Alexeïef pouvait ouvrir une succession très difficile à assurer. Le Soviet maintenant sa décision première qu'il a renouvelée encore dans la soirée, a établi lui-même un projet de gouvernement qu'il a soumis à M. Kerensky.

Cette liste attribuait notamment la présidence à M. Kerensky ou à M. Tseretelli et les Affaires étrangères à M. Tseretelli. La proposition du Soviet, constituant ainsi un gouvernement exclusivement socialiste, ne donnait aucune solution au problème et créait même une nouvelle difficulté.

C'est alors que pour éviter l'écueil de l'entrée des cadets il a été résolu au sein du gouvernement de former seulement un cabinet réduit à cinq membres. La discussion de cette question a amené d'ailleurs la démission de MM. Skobelef, Avksentief et Zaroudny qui ont quitté la séance du Conseil, considérant qu'ils ne pouvaient pas approuver une solution qui n'était pas conforme à la décision du Soviet. (Havas.)

LONDRES, 16 septembre. — On mande de Petrograd que les ministres Skobelef, Avksentief et Zaroudny ont donné leur démission, mécontents de ce que Kerensky n'ait pas accepté les volontés du Soviet qui refusait de collaborer avec les partis bourgeois.

## Terestchenko resterait

PETROGRAD, 16 septembre. — Dans le nouveau cabinet russe, il n'y aurait que deux socialistes : Tseretelli et Skobelef. Les autres ministres seraient choisis parmi les personnalités capables de rassurer l'opinion publique.

Il semble maintenant que Terestchenko doive rester aux Affaires étrangères.

## Une imprudence de M. Savinkof

PETROGRAD, 15 septembre. — On raconte que M. Savinkof, chargé de défendre la place de Petrograd contre une attaque éventuelle du général Kornilof, a commis l'imprudence de faire distribuer aux ouvriers maximalistes une dizaine de milliers de fusils. C'est à la suite de cette initiative que M. Kerensky aurait renoncé à sa collaboration.

## L'organisation militaire

PETROGRAD, 15 septembre. — L'administration politique du ministère de la Guerre a publié le règlement relatif aux commissaires et aux organisations militaires dans l'armée.

D'après ce règlement, les commissaires militaires sont les organes du gouvernement provisoire dont la tâche est la consolidation dans l'armée de la discipline, sur la base des principes démocratiques et révolutionnaires.

Le règlement prévoit un commissaire militaire en chef pour toutes les armées, résidant au quartier général, et des commissaires spéciaux pour les diverses unités militaires.

Quant aux organisations militaires qui dirigeront toute la vie politique de leurs unités militaires respectives, le principe du suffrage universel y sera appliqué. (Havas.)

## La conférence de Stockholm reportée à janvier 1918

STOCKHOLM, 15 septembre. — Le journal Aftonbladet annonce que la conférence socialiste internationale de Stockholm sera remise au mois de janvier 1918.

Le comité russo-hollando-scandinave se propose de publier prochainement un manifeste à ce sujet et d'envoyer aux représentants du parti socialiste de tous les pays un nouveau questionnaire demandant réponse pour le 1<sup>er</sup> décembre.

Les délégués russes Ehrlich, Roussanow et Smirnow sont repartis pour Petrograd, par contre Goldenberg est resté à Stockholm.

## Von Eckhardt nie

MEXICO, 15 septembre. — Von Eckhardt nie toutes les accusations contenues dans les révélations de M. Lansing.

Il n'a jamais envoyé, dit-il, aucune communication par l'entremise de Cronholm, ni jamais recommandé une décoration pour ce dernier.

Comme on lui faisait remarquer que le département d'Etat des Etats-Unis possédait toutes les preuves à ce sujet, il a répondu : — Il n'y a là qu'une intrigue américaine.

## M. Roosevelt expérimente un nouvel aéroplane

NEW-YORK, 14 septembre. — M. Roosevelt a survolé hier le camp de Mineola à une altitude de 1.500 mètres et à une vitesse de plus de cent soixante kilomètres à l'heure. Après le vol qui a duré une demi-heure, l'ex-président, tout en exprimant sa satisfaction, s'est refusé à donner aucun renseignement sur l'appareil. (Radio.)

ÉCOLE Boulevard Poissonnière, 19  
Rue de Rivoli, 53  
Commerce, Comptabilité, Sténo-Dactylo, Langues, etc.

## LE GÉNÉRAL RIBERPRAY TUÉ DEVANT VERDUN



LE GÉNÉRAL RIBERPRAY (X)  
DANS LA TRANCHÉE

Le général de division Ribierpray est tombé glorieusement le 11 septembre devant Verdun.

Fils de l'ancien maire de Gaillon et député de l'Eure, il avait passé par l'Ecole polytechnique, l'Ecole d'application de l'artillerie et du génie et l'Ecole de guerre, où il devait professer plus tard, comme adjoint, le cours de fortification.

Colonel du 10<sup>e</sup> génie à Toul au début de la guerre, il avait été promu général de brigade pour sa belle défense du bois Le Prêtre, puis général de division.

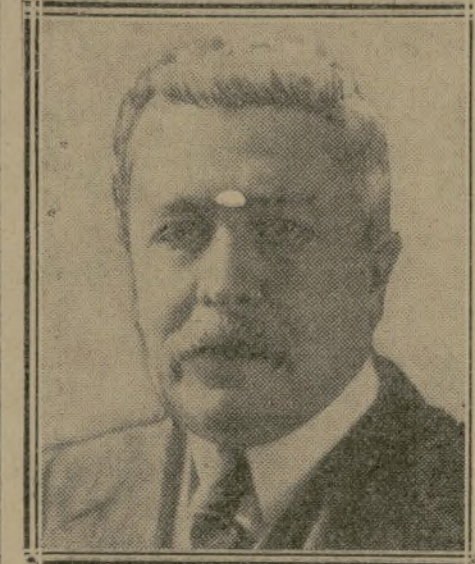
## La régence de la Pologne



LE PRINCE LUBOMIRSKI

BERNE, 16 septembre. — D'après le Berliner Tageblatt, le prince Lubomirski serait nommé président du Conseil de régence de la Pologne. Il serait assisté du comte Jules Tarnowski et de M. Trucky Lubski. Ces nominations seraient officiellement publiées demain lundi.

## M. Orlando sur la sellette

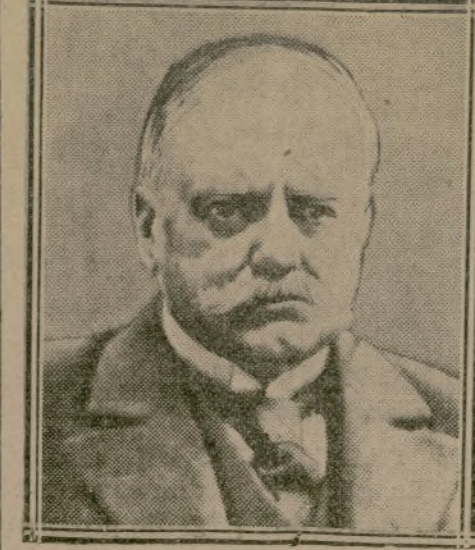


M. ORLANDO

(Phot. H. Manuel.)

Bien que des télégrammes de Rome aient annoncé que tout danger de crise ministérielle était écarté, le ministre de l'Intérieur, M. Orlando, continue à être en butte à des attaques très vives de la presse. Tandis que l'ardeur que mettent ses amis à le défendre décroît chaque jour, celle que mettent les journaux à le critiquer redouble. On lui reproche de plus en plus d'avoir manqué d'énergie dans la répression de la propagande pacifiste, et l'on voit dans cette attitude la preuve d'une adhésion tacite aux idées de M. Giolitti, dont il a toujours été un fidèle partisan.

## Reviendra-t-il ?



LE PRINCE DE BULOW

## ON RECOMMENCE A PARLER DU PRINCE DE BULOW

Le successeur éventuel du chancelier Michaëlis n'est pas si désireux de la paix que l'on pense.

ZURICH, 16 septembre. — Il apparaît de plus en plus improbable que le docteur Michaëlis puisse gagner la confiance des groupes de gauche du Reichstag.

Le nouveau chancelier semble, en effet, être le prisonnier du parti conservateur et pangermaniste. Quoiqu'il en soit, la constitution de l'empire allemand, il ne soit pas tenu de compter avec la Chambre, sa situation n'en est pas moins difficile, car, déjà, à l'occasion de la chute de M. Bethmann-Hollweg, l'empereur a demandé au kronprinz de consulter les chefs de parti sur la situation politique et sur les mesures à prendre.

On affirme ouvertement dans les cercles politiques que le docteur Michaëlis n'a été désigné par le kaiser « que comme un pis aller ».

Quand Guillaume II comprit que le renvoi de M. Bethmann-Hollweg était inévitable, il pensa que, seul, le prince de Bulow pouvait le remplacer avec l'approbation de l'opinion publique allemande. Ce ne fut que par un simple malentendu que cette solution ne fut pas adoptée.

Un ancien diplomate a donné à ce sujet d'intéressantes précisions :

« Les cercles pangermanistes, a-t-il dit, ont pensé que le prince de Bulow représentait, de par son passé, le parti de la paix. La politique qu'il avait suivie au cours des longues années où il avait été chancelier de l'empire et la mission dont il était chargé à Rome, à la veille de l'intervention italienne, semblaient justifier cette croyance. »

« D'autre part, les partis de gauche et les socialistes sont aussi persuadés que l'ancien chancelier ne désirait rien tant que la fin du conflit européen. »

« Or, rien n'est moins vrai. Le prince de Bulow a toujours été en plein accord avec l'état-major. Si, à plusieurs reprises, il s'est opposé aux velléités guerrières du kaiser, c'est que les chefs de l'état-major allemand lui avaient dit que l'heure n'était pas encore sonnée et qu'il fallait savoir attendre pour assurer la victoire. »

« Les intrigues que le prince de Bulow a nouées dans ces dernières années ne font que confirmer ce fait : toujours cet homme politique se préoccupe d'assurer, sans impatience, mais aussi sans faiblesse, le triomphe de l'hégémonie allemande. »

« Il se ménage peut-être maintenant une rentrée sensationnelle. Mais les socialistes et les pacifistes qui seraient assez naïfs pour assurer son retour au pouvoir et pour l'aider à atteindre ses buts se chargeraient devant l'opinion publique et devant l'histoire d'une lourde responsabilité. »

« Ils ne sont pour l'instant que dupes, il est à souhaiter qu'ils ne deviennent pas complices. » (Radio.)

## Le kaiser partisan d'une Alsace-Lorraine autonome ?

GENÈVE, 16 septembre. — D'après la Gazette Populaire de Cologne, l'empereur et le chancelier seraient fermement résolus à faire de l'Alsace-Lorraine un Etat autonome. Le journal ajoute :

« Il y a un an encore, il s'agissait seulement de savoir sous quelle forme la Belgique et le nord de la France devaient être soumis à la domination allemande. Aujourd'hui, après nos reculs et après nos diverses offres de paix, nous en sommes arrivés au point de savoir si l'Alsace-Lorraine doit ou non demeurer allemande. (Information.) »

## L'Angleterre reprend aujourd'hui l'heure d'hiver

LONDRES, 16 septembre. — Il est intéressant de rappeler que c'est demain lundi que cesse l'heure d'été en Grande-Bretagne. Les particuliers pourront à leur gré reculer l'heure dans la nuit du 16 au 17, tandis que toutes les horloges officielles seront, à 3 heures du matin de la même nuit, reculées à 2 heures.

Ces détails ont leur importance en raison de ce que les autres pays qui avaient adopté l'heure d'été ne rétabliront l'heure d'hiver qu'à fin septembre, et la communication en a été faite dans le but d'éviter certains malentendus entre les pays où cette réforme était en pratique, pendant la courte période qui sépare ces différents pays du retour à l'unité d'heure. (Radio.)

## Que contient ce paquet ?

Dans la soirée d'hier, rapporte le Petit Parisien, un gardien de la paix a repêché en Seine un paquet assez volumineux, qui a été porté à la police municipale.

A la préfecture, le bruit se répandit aussitôt que ce paquet mystérieux contenait des documents intéressants les affaires en cours. Il aurait été jeté à l'eau par un intermédiaire désireux de s'en débarrasser.

On sera fixé sur ce point aujourd'hui, quand les pièces dont il s'agit auront été examinées.

## Un scandale à Breslau

GENÈVE, 16 septembre. — Un scandale qui fait grand bruit vient d'éclater à Breslau. La femme d'un magistrat de cette ville a été arrêtée pour escroquerie et chantage. Une perquisition opérée au domicile de cette personne a amené la découverte d'environ un demi-million de marks en or et en billets.

Le montant des escroqueries s'élève à plus d'un million de marks, et parmi les dupes se trouve un chanteur de l'Opéra de Breslau, qui aurait versé environ 50.000 marks. Le mari de l'accusée a été également arrêté après enquête.

OBESITÉ  
**LIN-TARIN**  
CONSTIPATION

LE "TIP" remplace le Beurre  
2 fr. 10 le 1/2 kilo chez tous les M<sup>rs</sup> de Comestibles  
Expédition Province franco postal domicile contre mandat : 2 kilogs 9 fr. 25 ; 4 kilogs 17 fr. 85.  
Aug. FELLERIN, 82, r. Rambuteau, Paris

## M. TURMEL MET AU POINT SON PLAN DE DÉFENSE

Il insiste pour qu'on lui permette d'aller en Suisse, avec une délégation de ses collègues.

La journée d'hier n'a rien apporté de nouveau, en ce qui concerne l'affaire Turmel. Le député des Côtes-du-Nord est toujours étroitement surveillé par les mêmes hommes et l'avenue Saint-Philibert, aussi « cosquée » que déserte, connaît toujours les mêmes allées et venues de curieux et de journalistes.

M. Painlevé, président du Conseil ; M. Raoul Péret, ministre de la Justice, et M. Steeg, ministre de l'Intérieur, ont longuement examiné la question de savoir si la justice pouvait actuellement intervenir, mais aucune communication officielle n'a été faite à l'issue de cette conférence.

Après deux voyages et trois nuits blanches M. Turmel ne s'est réveillé hier que vers midi. A midi vingt-cinq il était dehors.

Il déjeuna au Café de Paris de deux œufs cocotte et d'un châteaubriant. Pas de dessert. Comme boisson, de la bière et un café sans sucre. On ne saurait être plus sobre.

Pour « prendre l'air » et favoriser la digestion, il se promena longuement, achetant à chaque kiosque un nouveau journal, prenant lentement connaissance des longs articles qui lui ont été consacrés.

Ces articles — c'est l'opinion qu'il nous exprimait à 5 heures dans son cabinet de travail — M. Turmel les juge d'une assez honnête moyenne au point de vue de leur forme, mais, au sujet du fond, il est étonné de voir « avec quelle facilité on accueille tous les racontars », la censure les tolérants tous.

## Mon affaire semble se « tasser »

Cependant, nous dit-il, l'affaire semble se « tasser ». Je crois que le gouvernement juge qu'il n'y a pas matière à information judiciaire et qu'il appartient à la présidence de la Chambre de voir quelle suite on doit lui donner.

— Nous serons demain à la veille de la réouverture. N'avez-vous pas encore songé à établir votre dossier ?

— Comment voulez-vous que je réunisse les éléments de la défense, puisque je n'ai pas ceux de l'accusation ?

Pour livrer les noms des firmes suisses auxquelles vous avez prêté votre concours, ne pourriez-vous transgresser la loi que vous impose le secret professionnel ?

— Devant des faits aussi graves, je le ferais, si c'était le seul obstacle à ma justification, mais à quoi me servirait de dire : j'ai été l'avocat consultant de telle ou telle firme, si ces firmes ne reconnaissent pas la réalité du fait ?

— Pourquoi, alors que l'honneur d'un député français est en cause ?

— Ah ! que vous connaissez peu le monde des affaires ! Ces firmes neutres, qui ont choisi un avocat parmi les membres du Parlement français, peuvent échanger les représailles économiques des empires centraux où elles ont comme chez nous l'accès d'un certain nombre de marchés. Elles ne pourraient pas couvrir qu'en se dévouant.

— N'est-ce pas là, en somme, votre système de défense ?

## Je ne me suis occupé que d'affaires propres...

— En aucune façon. Je ne m'abrite pas derrière cette impossibilité. Je veux au contraire la lever. La délégation de députés agissant en Suisse, d'après mes indications, pourrait promettre à ces firmes le secret absolu. Elles parleraient avec la certitude que leur nom ne sera pas livré à la publicité. Cela démontrerait en même temps que je ne me suis occupé que d'affaires propres, toutes dûment enregistrées.

— Dans ce cas, elles doivent porter la trace de votre collaboration ?

— Mais non : dans ces affaires l'avocat consultant n'apparaît pas. Il inspire, il dirige, il rédige, c'est tout. Il ne délivre même pas de reçu pour les sommes qu'il reçoit en échange de sa collaboration, car vous savez que c'est là un règlement formel de l'Ordre.

Nous demandons :

— D'autres affaires à côté de celles-là ne vous ont-elles pas mis en relations avec Bolo pacha ou Margulies ?

— Jamais !

Mais vous avez connu Almereyda, qui fréquentait assidûment la Chambre et que connaissait tout le monde ?

— Nous n'avons jamais eu la moindre rencontre, à plus forte raison le moindre rapport. Je ne le connaissais ni de près ni de loin, et il en est de même de Marion, Duval, etc. Il n'y a que des histoires dans ce que l'on a dit ou insinué. Un fait entre cent — il est de ce matin : on a raconté que j'avais pleuré à Bellegarde en présence des gendarmes ; or, je n'ai pas vu un seul gendarme. Et puis, un vieux caillou comme le mien peut-il verser des larmes ? La source en est tarie, hélas ! depuis longtemps.

Une autre histoire fautive ou mal interprétée est celle du défaut de paiement de mes loyers. J'ai retenu simplement une annuité jusqu'à la solution d'un différend en justice de paix au sujet du chauffage.

M. Turmel nous donne, depuis le début de cette conversation, le spectacle d'un homme nouveau.

Il est plus alerte, la voix est moins sourde ; et l'avocat madré que l'on devine tout de suite en lui ne dédaigne pas l'anecdote, la belle citation, le mot d'esprit.

Comme nous le lui faisons remarquer avec un compliment, il conclut :

— Je n'ai pas à témoigner la moindre nervosité. J'attends et j'ai confiance. Et puis j'ai bien dormi, et j'en avais besoin. Je supporte avec peine une certaine disgrâce physique, mais l'on a tort de conclure de cela à la disgrâce intellectuelle et morale. J'ai l'écorce des rudes châtagnes, qui sont un fruit très sain et savoureux. — ROGER VALBELLE.

## L'enquête de la préfecture de police

M. Mouton, directeur du service de la police judiciaire, a convoqué hier soir à la préfecture de police M. Dothé, secrétaire de M. Turmel, pour lui demander des renseignements sur diverses transactions commerciales auxquelles il se trouverait mêlé avec le député des Côtes-du-Nord.

En quittant la préfecture de police, à 8 heures, M. Dothé s'est rendu à son domicile à Montrouge d'où il est revenu aussitôt avec divers documents qu'il a déposés entre les mains de M. Mouton.

Le secrétaire de M. Turmel a été laissé libre ensuite de regagner Asnières où il devait dîner en famille.



Du seuil de la baraque, hâtivement construite parmi les ruines du village reconquis, une voix interrogea :  
— Monsieur le maire ?  
— C'est moi, madame !  
Et, levant la tête, le maire, un paysan, voyait devant lui une jeune femme en deuil, qui tenait un enfant par la main.  
— Monsieur, commença la visiteuse, en août 1914, au moment de l'évacuation de votre village, en pleine nuit, sous la menace du canon allemand, mon mari et moi, fuyant nous-mêmes d'une région voisine, nous passions en automobile. Nous avions de la place : nous nous empressâmes d'accueillir quelques personnes — des femmes, des enfants. Or, à notre arrivée à Paris, nous eûmes cette surprise qu'un enfant demeurait, que nul ne connaissait. La femme qui l'avait tenu sur ses genoux pendant le voyage l'avait reçu d'un soldat qui le tendait vers notre voiture.  
— Et personne, questionna le maire, n'a pu dire à qui il appartenait ? Dans ce petit village, on se connaissait pourtant...  
— Un nom fut avancé, mais sans certitude, celui d'une dame Gravaud !  
— Mme Gravaud, dit le maire, n'avait point d'enfant !  
Puis, désignant le petit garçon :  
— Est-ce celui-ci ?  
— C'est lui ! Je n'ai pas voulu l'abandonner, ni même le confier à une œuvre. J'espérais découvrir sa famille, à force de recherches. Depuis, trois années ont passé. Et cependant mon devoir est toujours de le rendre à ses parents. J'ai pensé que s'ils existaient encore ils seraient des premiers à accourir dans le pays libéré.  
— Mme Gravaud ? répéta le maire pensif... Non, je ne vois pas du tout...  
— J'ajouterai, reprit la visiteuse, que l'enfant paraissait un an environ. La lingerie était marquée de la lettre A.  
— Je vais m'informer, dit le maire.  
Le maire sorti, l'enfant se pressa contre la jeune femme, et tout bas, craintif :  
— Maman, je ne veux pas te quitter !  
Un étranger se présentait qui demanda :  
— Pardon, madame ! On m'avait dit que M. le maire ?  
— Il va revenir, monsieur !  
L'étranger remercia d'un salut, puis, discrètement, demeura à l'écart. Tous deux regardaient au dehors, confusément. Dans la vision de cauchemar des ruines et du sol éventré, des troupes passaient ; des équipes travaillaient à rétablir des passages ; des convois, péniblement, s'acheminaient, et, de partout, sous le grondement de la canonnade lointaine, montait la sourde rumeur d'un labeur invisible.  
Le maire, cependant, reparut :  
— Madame, dit-il, c'est bien ça. La pauvre dame n'avait point d'enfant ; mais elle venait de prendre un nourrisson. C'est ce qui fait que, ce petit, on ne le connaissait pas encore bien. Et ce qui explique qu'il était seul est que Mme Gravaud venait d'être tuée dans la rue.  
— Mme Gravaud ? dit l'étranger.  
Et, pour excuser son intervention :  
— Au moment de la déclaration de guerre, je venais de perdre ma femme. J'ai confié mon enfant à une personne du nom de Gravaud. C'est d'elle que vous parlez ? Mon fils, qu'est-il devenu ?  
— Quel âge avait-il ? demanda le maire.  
— Un an !  
— La marque du linge ?  
— Un A. André de Limières !  
Le maire se tourna vers la jeune femme. Elle dit, poussant devant elle l'enfant :  
— Le voici !  
L'émotion fut trop vive dans l'instant. Le père ne put qu'attrier l'enfant :  
— André ! André !  
Au récit de la jeune femme, il expliqua à son tour :  
— Dès le début, j'ai été blessé, prisonnier. Depuis peu seulement, on m'a rapatrié comme grand blessé, amputé d'un bras... Mais je vous dois, madame, plus que la vie même de mon enfant ! Tant d'affection que je lui vois pour vous, tant de soins, de tendresse dont vous l'avez entouré... Comment m'acquitter jamais envers vous et... envers votre mari ?  
— M. de Chaves, dit la jeune femme, est tombé à la bataille d'Artois.  
M. de Limières s'inclina. Sa joie se heurtait à une peine. Et voici qu'une autre peine encore lui apparut. Dans le silence, la petite voix de l'enfant, timide, s'élevait :  
— Maman, je ne veux pas te quitter !  
— M. de Limières, dit Mme de Chaves, ne nous séparera pas complètement. Il te laissera venir quelquefois.  
Et comme elle relevait les yeux sur lui :  
— Certes ! répondit M. de Limières.  
Le silence retomba, gros d'un émoi grandissant. La rumeur du dehors arriva de nouveau, plus précise.  
— Maman, insista l'enfant, ne me quitte pas !  
La petite voix proche leur paraissait, venue de loin, leur porter par avance le pardon de leurs morts. Mais leurs sentiments leur étaient, à cette minute, inexplicables. M. de Limières demanda seulement :  
— Vous habitez Paris, madame ?  
— J'habite Paris.  
Alors, à l'enfant :  
— Nous allons retourner à Paris, d'abord... Ensuite...  
Il n'acheva pas, s'interrompant pour prendre congé du maire et lui laisser un don. Ils rejoignirent leurs automobiles qui les attendaient hors des ruines, mais ce fut la même voiture que les ruines tous trois. Et ils y voyaient comme un présage, déjà, que leurs vies, un moment rapprochées, ne se sépareraient plus.

Jean REIBRACH.

EXCELSIOR 3

# 5 HEURES DU MATIN DERNIÈRE HEURE 5 HEURES DU MATIN

## LA RÉPUBLIQUE PROCLAMÉE EN RUSSIE PAR LE GOUVERNEMENT PROVISOIRE

C'est provisoirement un Directoire composé de cinq membres et présidé par Kerensky qui conserve le pouvoir

PÉTROGRAD, 16 septembre. Le gouvernement provisoire publie le manifeste suivant :

La rébellion du général Kornilof est réprimée, mais le trouble qu'elle a porté dans les rangs de l'armée et dans le pays est grand.

De nouveau, un danger mortel menace la patrie et sa liberté.

Considérant qu'il est nécessaire de préciser le régime politique du pays et tenant compte de la sympathie unanime et de l'enthousiasme pour l'idée républicaine qui se dégagent si nettement de la conférence d'Etat de Moscou, le gouvernement provisoire déclare que le régime politique de la Russie est républicain et PROCLAME QUE LA RUSSIE EST EN ETAT DE RÉPUBLIQUE.

La nécessité urgente de mesures décisives à prendre sans délai pour rétablir l'ordre de l'Etat ébranlé, a engagé le gouvernement provisoire à remettre tout son pouvoir à cinq ministres, avec le président du Conseil en tête.

Le gouvernement provisoire se pose comme problèmes principaux le rétablissement de l'ordre dans l'Etat et la régénération de la capacité combattive de l'armée.

Etant persuadé que seule la concentration de toutes les forces vives du pays peut tirer la patrie de la pénible situation où elle est, le gouvernement tiendra à se compléter, en attirant dans ses rangs des représentants de tous les éléments qui mettent les intérêts éternels et communs de la patrie au-dessus des intérêts partiels et privés des partis ou des classes.

### Ils ont moins d'illusions sur la guerre sous-marine

ROTTERDAM, 16 septembre. — On observe que les dirigeants allemands ne manquent pas une occasion d'atténuer les expressions de leur ancienne confiance dans les effets décisifs de la campagne sous-marine.

C'est ainsi que le général Ludendorff, répondant au télégramme de la Gazette Populaire de Cologne, qui l'avisait du montant de la souscription ouverte parmi ses lecteurs pour les héros des sous-marins, a déclaré :

« Les sommes énormes versées par les soldats de l'armée en campagne prouvent qu'ils reconnaissent l'importance du sous-marin et le considèrent comme une « arme » sûre » dans la lutte commune pour la sécurité et l'avenir de l'Allemagne. »

Ce ton n'est plus celui des premiers jours de février lorsque les Allemands annonçaient à travers le monde entier que le sous-marin à lui seul allait, en quelques mois, mettre fin à la guerre.

### Deux journalistes italiens accusés de haute trahison

ROME, 16 septembre. — Les journaux annoncent que les débats de plusieurs procès en haute trahison vont se dérouler devant le tribunal militaire de Rome.

Parmi les inculpés de ces divers procès se trouvent deux journalistes, M. Santoro, directeur d'une revue maritime, qui, avant la guerre, séjourna en Autriche, et M. Mansueti, correspondant romain d'un journal milanais. (Havas.)

## LES COMMUNIQUÉS OFFICIELS

### Front français

14 HEURES. — Au nord-ouest de Reims, un fort coup de main ennemi sur nos postes de la région de Loivre a échoué sous nos feux.

La lutte d'artillerie a été assez vive dans le secteur Maisons-de-Champagne-Massiges. Aucune action d'infanterie. Nuit calme sur le reste du front.

23 HEURES. — Sur le front de l'Aisne, assez grande activité des deux artilleries dans la région Bray-Cerny.

Sur la rive droite de la Meuse, les Allemands ont prononcé une nouvelle attaque sur nos positions au nord du bois des Caurières. Nos feux, déclenchés avec précision, ont contraint les assaillants à refluer vers leurs tranchées de départ. Sur la rive gauche, vive lutte d'artillerie dans la région du Mort-Homme. Journée calme sur le reste du front.

### Front britannique

APRÈS-MIDI. — A la suite d'un raid effectué, avec succès, dans l'après-midi d'hier, à l'ouest de Cherisy, nos troupes ont exécuté, la nuit dernière, dans la même région, un coup de main qui leur a permis de pénétrer dans les positions allemandes jusqu'à la lisière ouest de Cherisy. Un certain nombre de prisonniers et deux mitrailleuses sont tombés entre nos mains. Cette fois encore, nos pertes ont été légères. Outre les prisonniers que nous lui avons faits et ses blessés, l'ennemi a eu plus de soixante-dix tués dans ces deux opérations. Ses abris et organisations défensives ont été complètement bouleversés.

Un coup de main allemand sur un de nos postes au nord de Lens a été repoussé cette nuit.

Ce matin, l'ennemi a contre-attaqué, au nord du bois d'Inverness, en vue de reprendre le point d'appui enlevé par nous hier dans cette région. L'attaque a échoué.

Recrudescence d'activité de l'artillerie ennemie, la nuit dernière, à l'est d'Ypres.

SOIR. — Des coups de main ennemis ont été exécutés cette nuit sur nos tranchées, vers le canal d'Ypres à Commines et à l'est de Messines. Quelques-uns de nos hommes ont disparu.

Ce matin, à la suite d'un violent bombardement, l'infanterie allemande a tenté d'effectuer une avance au long de Langemark. Notre contre-batterie immédiate a empêché l'attaque de se développer.

Grande activité des deux artilleries dans la journée dans le secteur d'Ypres.

Le gouvernement provisoire est sûr de réussir très prochainement dans l'accomplissement de cette tâche. (Havas.)

### Le Directoire

PÉTROGRAD, 16 septembre. — Le gouvernement provisoire publie le communiqué suivant :

Jusqu'à la constitution définitive du cabinet en présence des circonstances extraordinaires actuelles, le gouvernement provisoire a confié toutes les affaires de l'Etat à MM. Kerensky, président du Conseil ; Terestchenko, ministre des Affaires étrangères ; le général Verkhovskiy, ministre de la Guerre ; l'amiral Veredereskiy, ministre de la Marine, et Nikitine, ministre des Postes et Télégraphes. (Havas.)

### Les cosaques refusent d'arrêter Kaledine

PÉTROGRAD, 16 septembre. — Le grand Conseil des troupes cosaques du Don, siégeant à Novotcherkassk, ayant reçu l'ordre du gouvernement provisoire d'arrêter l'ataman Kaledine, a répondu qu'il ne pouvait pas obéir à cet ordre, Kaledine devant assister le 16 septembre, comme ataman délégué, à la conférence militaire habituelle des délégués cosaques pour leur fournir toutes les explications nécessaires.

En même temps, le Conseil a voté une résolution protestant contre l'accusation portée contre les cosaques de sympathiser avec la contre-révolution, et déclarant que le grand conseil des troupes cosaques a toujours appuyé le gouvernement provisoire.

Il invite en outre les civils et les militaires de la région du Don à garder le calme et à ne pas prêter l'oreille aux appels de personnes nées ou d'organisations irresponsables. (Havas.)

### L'ordre du jour du Reichstag

BERNE, 16 septembre. — La Tæglische Rundschau croit savoir que l'ordre du jour du Reichstag, qui se réunira le 26 septembre, sera très chargé.

Le Reichstag aura d'abord à prendre position dans les questions actuelles de politique intérieure, et notamment à se prononcer sur la commission spéciale créée en son absence.

Il devra, en outre, donner son approbation au dédoublement qui vient d'être opéré de l'office impérial de l'intérieur par la création d'un office impérial d'économie publique. Le budget de 1918 ne sera pas encore déposé, mais l'on s'attend à ce que le gouvernement propose des mesures législatives pour combattre la régression des naissances. La question d'Alsace-Lorraine fera sans doute l'objet d'importants débats ainsi que celle de la parlementarisation du régime.

En ce qui concerne les changements à apporter aux circonscriptions électorales, un projet de loi est en préparation de manière à assurer aux grandes villes une plus large représentation. Le nombre des députés au Reichstag sera augmenté de trente, l'agglomération berlinoise, par exemple, formera désormais une seule circonscription dans laquelle seront fondues les six circonscriptions berlinoises proprement dites et celles de Teltow-Charlottenbourg et de Niederbarnim ; l'agglomération nonnera douze députés au lieu de huit, comme maintenant, et les élections se feraient selon la représentation proportionnelle.

Les questions concernant l'alimentation seraient aussi longuement discutées.

## CE QU'ON DIT DE M. TURMEL EN BRETAGNE

C'est un procédurier remarquable qu'aucune difficulté n'embarasse.

Nous avons dit hier que M. Turmel est connu en Bretagne comme un procédurier remarquable. L'envoyé spécial du Petit Parisien à Loudéac télégraphie à ce sujet ces notes caractéristiques relevées au cours de son enquête au pays breton :

« Son intelligence active, son expérience de la chicane, sa parfaite connaissance de la psychologie locale étaient d'excellents facteurs de sa réussite. Ils n'étaient pas les seuls, dit-on. L'avoué avait d'autres cordes à son arc. On cite divers exemples des ressources dont il disposait, entre autres celui-ci :

« Dans un procès en revendication de propriété, son client se voyait opposer la nullité de deux documents signés d'une tierce personne. A la barre, M. Turmel invoqua certain article du code dont ne pouvait bénéficier son client qu'à la condition que la tierce personne fût décédée. Questionné par le tribunal, il affirma froidement que cette personne était morte. Or, elle était en parfaite santé. Comme elle habitait Paris — où elle était placée chez des particuliers en qualité de cuisinière — il supposa qu'elle ne resusciterait pas devant les juges — et il gagna le procès.

« Dans une autre affaire, où l'on contestait à son client la propriété d'une certaine somme en billets de banque, il plaida que cet argent avait été envoyé, par des correspondants, pour l'achat de chevaux. Ne pouvant présenter que des talons de mandats d'une valeur minime, il soutint qu'il était d'usage constant de ne pas déclarer les valeurs réelles d'un envoi de fonds par la poste. Il gagna son procès. Ses talents personnels étaient tels qu'il obtenait presque toujours gain de cause.

« Comme homme d'affaires, il n'était pas aussi heureux. Un jour, il s'aboucha avec un gros négociant d'une grande ville de l'Ouest et lui proposa une opération magnifique. Il s'agissait d'acheter des bœufs à l'étranger pour les revendre en France. Alléché, le négociant lui remit dix mille francs. L'affaire ne se fit jamais. »

### L'enquête du parquet

Jusqu'à demain mardi, tout au moins, M. Turmel, député de Guingamp, est converti par l'immunité parlementaire. Aussi le parquet et la préfecture de police se sont-ils bornés, hier, à poursuivre l'enquête préliminaire ouverte dès le 9 juillet.

Dans la matinée, MM. Daru et Faraliqu organisèrent la filature de plusieurs personnes qui semblent mêlées à l'affaire.

M. Daru procédait ensuite à une perquisition fructueuse, sur laquelle on observe le plus rigoureux secret. Les papiers saisis, mis sous scellés, seront examinés ultérieurement.

A six heures, une conférence était tenue, à la direction de la police judiciaire, entre MM. Mouton, Berguin et Plouharnau, substituts du procureur de la République. Il y fut question de rechercher les intermédiaires qui, sur le sol français, concluent une série d'affaires pouvant motiver l'inculpation de commerce avec l'ennemi. Les magistrats décidèrent ainsi de convoquer M. Dothée, demeurant rue Friand, qui entretint des relations avec M. Turmel.

M. Dothée fut introduit vers six heures et quart auprès des magistrats. Un scellé, contenant des papiers saisis chez lui, au cours d'une perquisition opérée récemment par M. Faraliqu, fut apporté et l'on prit connaissance des documents qu'il contenait : six lettres adressées à M. Dothée par un certain Gunsbourg, de Bâle, et un agenda appartenant à M. Dothée. Il y est question de tractations opérées en France pour l'achat de bœufs à destination de la Suisse.

Or, à une date correspondante, de nombreuses tentatives ont été faites, par des agents étrangers, pour l'acquisition en France de bœufs et de combustible.

## Ce que l'on dit à l'étranger

### L'INCIDENT GERMANO-SUEDOIS

Le Vorwärts :

Les amères déceptions que notre diplomatie nous a occasionnées depuis le commencement de la guerre viennent d'être largement dépassées par la dernière faute qu'elle a commise. Il n'y a pas de paroles assez sévères pour qualifier un homme comme Luxbourg, occupant un poste aussi important et envoyant des télégrammes aussi injurieux à son gouvernement.

Une réforme radicale de tous les systèmes actuellement en usage en Allemagne est nécessaire.

La Deutsche Tageszeitung (comte Reventlow) :

On semble disposé, à Berlin, à conduire la guerre sous-marine suivant des principes d'opportuniste et d'après les vues des ambassadeurs allemands dans les pays neutres. Voilà le fait regrettable. Les ambassadeurs allemands en pays neutres ne songent pas à donner des conseils de ce genre s'ils savaient que la guerre sous-marine est et sera toujours conduite suivant des principes immuables en conformité avec les déclarations officielles faites au mois de février dernier.

Inculquer cette conviction aux ministres de l'Allemagne dans les pays neutres c'est rendre par la même inutile des conseils du genre de ceux qu'a donnés le comte de Luxbourg. Tel était le devoir du gouvernement allemand. Les hésitations que révèle l'incident Luxbourg dans la conduite de la guerre sous-marine sont le seul fait grave qu'il y ait lieu de retenir de cette affaire.

### LA RECOLTE AUX ETATS-UNIS

Le New-York Times :

Les récoltes américaines de septembre sont intéressantes, parce qu'elles nous permettent d'exporter davantage chez nos alliés. Les chiffres accusent, en effet, une augmentation de 15 millions de boisseaux sur les estimations officielles et une augmentation de 28 millions sur la récolte de l'année dernière. Combien pourrions-nous exporter de l'autre côté de l'Atlantique ? Notre pays a besoin, en temps normal, de 620 millions de boisseaux pour sa consommation. On pourrait donc exporter 48 millions ; mais cette quantité pourra être augmentée, grâce à la réduction de la consommation provoquée par l'administration de Hoover, et l'on table d'ores et déjà sur une exportation de 150 millions de boisseaux. Les 500 millions manquants seront demandés aux autres pays. Le Canada fournira autant que les Etats-Unis.

Les effets de l'embargo se sont déjà fait sentir : antérieurement, l'exportation moyenne des six semaines qui suivent le 15 juillet était de 8 millions de boisseaux ; cette année, pendant la même période, l'exportation est tombée à 3 millions de boisseaux par semaine. L'Australie ayant un excédent de 15 millions de boisseaux de blé et la République Argentine pouvant fournir de grandes quantités, les Alliés ne manqueront donc pas de blé.

### Encore un complot aux Etats-Unis

New-York, 16 septembre. — Le Daily Chronicle annonce que la découverte d'une grande quantité de dynamite au camp de l'armée nationale du Massachusetts a révélé l'organisation, contre le gouvernement, d'un complot anarchiste d'une grande importance.

### Margulies est malade

NICE, 16 septembre. — Margulies a été examiné par le médecin de la prison et par le médecin légiste. Le rapport dit que son état est grave, sans toutefois nécessiter son transfert à l'hôpital.

C'est au juge d'instruction qu'il appartient de prendre une décision.

### LES SPORTS

#### CYCLISME

Au Parc des Princes. — Résultats :

Course scratch (2.000 mètres, une seule série). — 1. Brohan ; 2. Mispoulin ; 3. Rodier. Course scratch (666 mètres, six séries et finale). — Finale : 1. Le Coeur ; 2. Laville ; 3. Eschenbrenner.

Course de primes (4 kilomètres). — Primes gagnées par Grosmond, Veillard, Besson, Rohrbach (2). Prime finale : 1. Grosmond ; 2. Rohrbach ; 3. Forlini.

Course par éliminations. — 1. Badenas ; 2. Ménager ; 3. Carapezzi ; 4. Polledri ; 5. Bercane.

Course scratch (1.333 mètres). — Finale : 1. H. Martin ; 2. Siméoni ; 3. Larrue.

Brassard des 500 mètres. — Larrue fait le meilleur temps de la journée (34 s. 4/5), mais ne bat pas celui de Deschamps établi précédemment.

Grand Prix de Boulogne (100 kilom. derrière motos). — 1. Darragon, en 1 h. 22 m. 24 s. ; 2. Colombatto, à 6.000 mètres ; 3. Suter, à 7.300 mètres ; 4. Sérés ; 5. Bruni. Dans l'heure : 75 kil. 220 m.

#### FOOTBALL ASSOCIATION

Les matches d'hier. — C.A. de Paris bat U.S.A. de Glichy par 7 buts à 0 ; F.C. Dyonisien (1) bat C.A.P. (réserve) par 4 buts à 1 ; Championnet Sports (1) bat Club Français (réserve) par 2 buts à 1 ; S.S. St-Maur (1) bat Championnet Sports (réserve) par 13 buts à 0 ; Avenir de Gennevilliers (1) bat I.A. Montouge (1) par 3 buts à 1 ; Club Français (1) bat G.A. XIV (4) par 5 buts à 2 ; A.S. Française (1) bat Léon Saint-Michel (1) par 3 buts à 0.

#### COURSE A PIED

Saint-Cloud-Versailles. — Organisée par la Mutualité Héliopolitaine, le concours de l'Auto, cette épreuve a obtenu un beau succès : près de 350 coureurs s'étaient fait inscrire et 115 se sont classés. L'épreuve avait lieu sous forme de handicap par catégories ; les meilleurs rendant jusqu'à dix minutes aux débutants. Le parcours mesurait 7 kilomètres : 1. A. Morel ; 2. R. Berry ; 3. A. Jonanque ; 4. R. Bourdel ; 5. M. Arnaud ; 6. P. Remuier ; 7. G. Lucet ; 8. E. Aucoudonier ; 9. A. Auveray ; 10. R. Chevallier ; 11. A. Gaillard ; 12. P. Robert ; 13. R. Hocquard ; 14. R. Turiault ; 15. G. Levesque.

**LES PILULES PINK**  
TUENT L'ANÉMIE



## UNE INFIRMIÈRE D'ORIENT

On ne saurait assez louer la vaillance de nos infirmières en Orient. Leur existence, toute d'abnégation, de dévouement a droit en particulier à notre reconnaissance.

Sous un climat, très rigoureux l'hiver, brûlant l'été, ces admirables femmes sont dès l'aube à la tâche pour de rudes journées, sans défaillance.

La discipline militaire leur est appliquée, de même leur nourriture est celle des soldats.

De grands baraquements les abritent, divisés en petites cellules, contenant : un lit de camp, quelques planches servant d'armoire, un lavabo et la cantine réglementaire personnelle.

Une de ces dévouées infirmières, Mme Bi-

M<sup>lle</sup> BINET-VALMER

net-Valmer, qui depuis plus de deux ans n'a pas quitté le front d'Orient, vient d'être évacuée, après avoir reçu la croix de guerre, avec la citation suivante :

"A soigné les contagieux de l'armée d'Orient, a toujours fait preuve en toute circonstance du plus grand zèle et d'un entier dévouement, a contracté dysenterie et paludisme et a repris son poste dès sa guérison."

Cette jeune et charmante femme, anglaise d'origine, d'un courage au-dessus de tous éloges, était, avant la guerre, une sportswoman accomplie.

C'est aux soldats malades et presque uniquement aux contagieux qu'elle se consacra, les soignant avec le mépris le plus absolu du danger. Deux fois gravement malade, elle refusa de se laisser évacuer.

## LES COURS

— Le maréchal duc de Connaught et la princesse Patricia de Connaught ont été les hôtes des souverains anglais au château de Windsor, ainsi que le lieutenant-colonel Frank et lady Eva Dugdale.

## CORPS DIPLOMATIQUE

— Le commandant Jonesco Munte, le nouvel attaché militaire à la légation de Roumanie en France, a pris hier possession de ses fonctions.

## CERCLES

— Le Saint-Hubert Club de France, que la réouverture de la chasse place, parmi les cercles, au premier plan de l'actualité, est certainement l'un de ceux qui furent le plus éprouvés par la guerre. Cent soixante-douze de ses membres, en effet, sont morts au champ d'honneur en chassant l'Allemand.

Parmi les noms de ces vaillants, que nous ne pouvons malheureusement citer tous, citons, dans l'ordre où ils sont tombés :

Le prince Ernest d'Arenberg, le marquis de Beaumont, le vicomte A. de Champs, le lieutenant-colonel Victor Duruy, le comte de Hautecloque, le comte de Malterre, le comte François de La Tour du Pin-Chambly, le baron Jean de Klopstein, le colonel vicomte Louis Hutteau d'Origny, le baron de Meynard, M. de Blonay, le commandant Edouard des Francs, le vicomte René de Kermoyan, le vicomte René de Ruffieu, M. René de Saint-Sauveur, le vicomte de La Rochette, le chef de bataillon vicomte P. de Mougins-Roquefort, M. Pierre Corrad, le capitaine aviateur comte Honoré de Larenty-Tholozan, le marquis Hubert de Layens, M. André Le Ray, M. Eugène Nolent, le capitaine Roger de La Chapelle, M. André Révilon, le vicomte de Boisboissel, le comte Maurice de Castries, M. Robert d'Alayrac, M. Louis de La Ronde, le capitaine de Saint-Laon, M. Marcel de Losne.

## INFORMATIONS

— M. Walter Berry, président de la Chambre de commerce américaine de Paris, est parti pour Rabat, où il sera l'hôte du général Lyautey.

— Lord Furness vient d'arriver à Paris.

— Mrs Ward B. Pershing, veuve du capitaine Ward B. Pershing et belle-sœur du général Pershing, commandant les forces américaines en France, s'est engagée comme infirmière de la Croix-Rouge dans un hôpital du front.

## NAISSANCES

— La vicomtesse Robert de La Tullaye a mis au monde un fils : René.

— Mme Henri Wirbel, femme du général Wirbel, a donné le jour à un fils : Pierre.

## MARIAGES

— En la basilique Sainte-Clotilde vient d'être célébré le mariage du vicomte Dauger, capitaine au 4<sup>e</sup> cuirassiers à pied, décoré de la Légion d'honneur et de la croix de guerre, avec Mlle de Bertoult.

## DEUILS

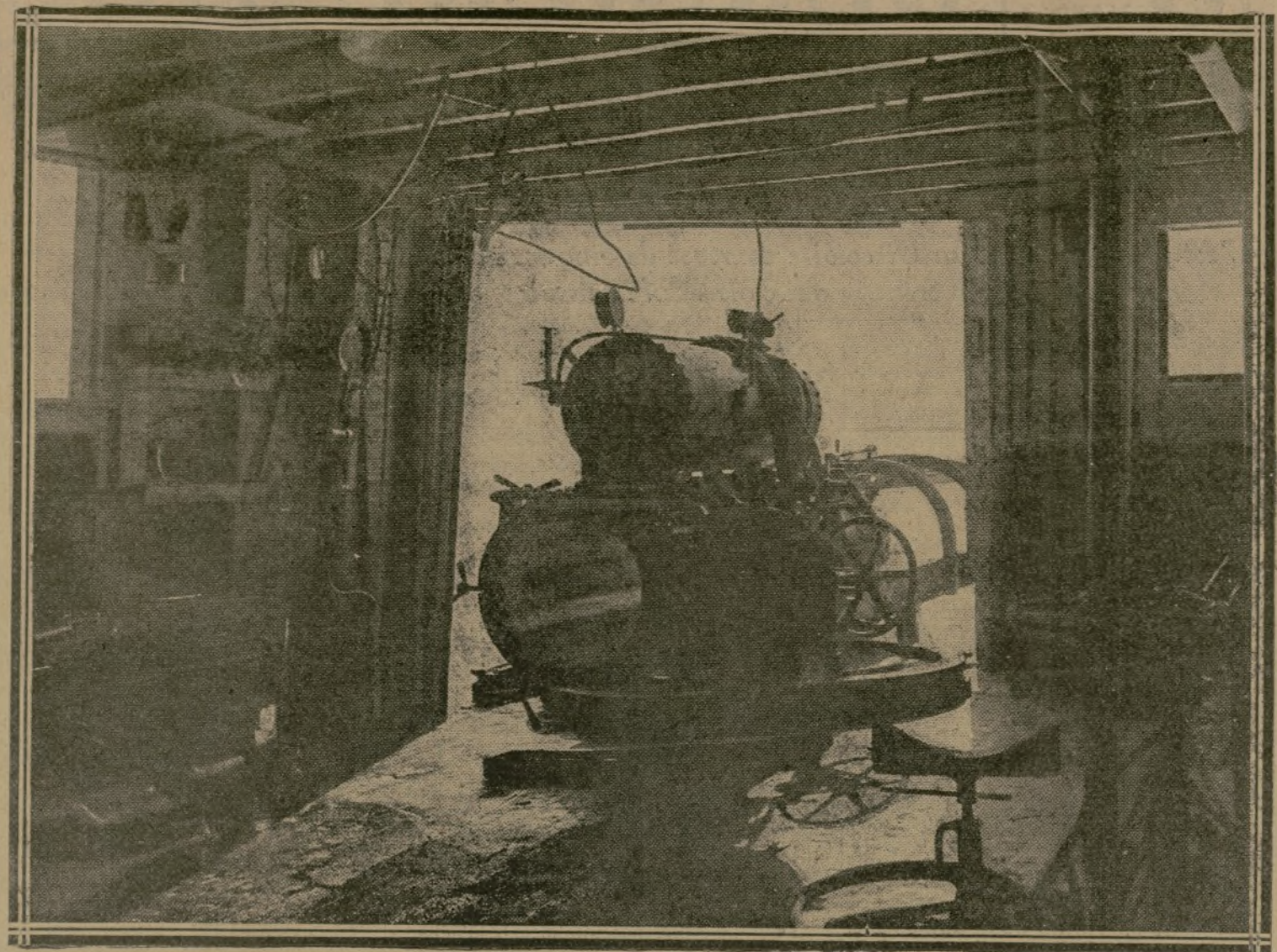
— Selon le désir exprimé par le comte d'Eu, une messe a été dite ces jours derniers en l'église paroissiale de la ville d'Eu, à l'occasion de l'anniversaire de la mort de Mgr le comte de Paris.

## Nous apprenons la mort :

Du vicomte de Perthuis de Laillevault, conseiller maître honoraire à la Cour des Comptes, chevalier de la Légion d'honneur, décédé, âgé de soixante-dix-huit ans, au château du Vivier (Seine-et-Marne). Il était le père du vicomte Jacques de Perthuis de Laillevault et de Mme Pierre de Monicault.

— Prière d'adresser les avis de Naissances, Mariages, Décès, etc., à l'Office des Publications, 24, boulevard Poissonnière. Téléphone Central 52-11. Bureaux : de 6 heures ; dimanches et fêtes, de 11 à 12 heures, de 6 heures. Prix spéciaux consentis à nos abonnés.

## UN TUBE LANCE-TORPILLES AMÉRICAIN



## LES DESTROYERS DES ÉTATS-UNIS VIENNENT D'ÊTRE POURVUS DE TORPILLES FORMIDABLES

Les torpilleurs américains viennent d'être munis de nouveaux tubes lance-torpilles de calibre considérable et dont voici un spécimen. Les résultats

obtenus aux essais ont donné toute satisfaction, et c'est une arme terrible que la torpille géante désormais utilisée par la marine des États-Unis.

## B L O C - N O T E S

VOILA une petite satisfaction depuis bien longtemps attendue et enfin donnée à beaucoup d'entre nous : il n'y aura plus désormais de rue Richard-Wagner à Paris.

Pourquoi ces trois années d'hésitation ?

C'est que la rue Richard-Wagner est une propriété privée. Il fallait que les propriétaires se misent d'accord sur ce grattage, ou ce coup de pinceau, qui ne regardait point le Conseil municipal ; et peut-être ne s'étaient-ils pas accordés du premier coup. L'opinion publique ne les pressait pas beaucoup non plus. La rue Richard-Wagner est une bonne petite voie très tranquille du seizième arrondissement, qui a cent mètres de long et sur laquelle une douzaine de maisons à peine ont été construites. Aussi la plupart des habitants de Paris ignoraient-ils qu'il existât à Paris une rue Richard-Wagner.

Je ne doute pas que beaucoup de wagnériens — excellents Français, du reste — ne se montrent sensibles à l'offense qu'on vient de faire à leur Dieu. Et j'entends déjà leurs doléances : « Alors, quoi, vous répudiez aussi Beethoven ? Vous conspuez Bach et Mendelssohn ? Et, sans doute, vous ne voudrez plus, bientôt, qu'il y ait une rue Mozart ? »

Non. Nous ne sommes pas si sévères. Nous ne sommes pas si ridicules. Et le cas de Wagner est tout différent.

Wagner est un musicien de génie. Son œuvre ne s'est pas acclimatée chez nous du premier coup. Certaines parties en ont été repoussées, raillées, injuriées, jugées intolérables ; et puis, peu à peu, le goût a changé, les mœurs aussi, la mode aussi.

Et nous avons vu, durant les années qui précéderont la guerre, sévir dans nos salons un snobisme wagnérien, une intolérance wagnérienne qui étaient comiques ! Je reconnais pourtant que chez un grand nombre de Français cette passion fut sincère et que Wagner comptait chez nous et compte encore des admirateurs éperdus, des disciples fanatiques !

Je respecte cette passion ; mais je n'en suis pas moins d'avis que, dans les circonstances présentes, un hommage public à Wagner est une inconvenance.

Ce n'est pas notre faute. Ce sont les Allemands eux-mêmes qui nous imposent cette attitude. Qu'on y réfléchisse :

Ils ont décidé de faire de Wagner ce qu'ils n'avaient fait d'aucun de leurs musiciens : l'officiel représentant de l'Art germanique. De la puissance allemande, de la beauté allemande, de la raison allemande ils ont prétendu trouver dans l'œuvre de Wagner l'expression la plus haute, la plus belle ! Ils ont fait de cette œuvre leur symbole !

Est-il possible qu'en ce moment nous acceptions cela ?

Nous continuons d'adorer Beethoven et de l'applaudir, c'est entendu... Mais, supposons qu'il ait plu au kaiser de faire de l'andante de la Pastorale un chant religieux pour ses soldats ; qu'à cette délicate musique universelle il ait donné une signification allemande : la Symphonie pastorale elle-même nous deviendrait provisoirement insupportable.

SONIA.

## M. Hudelo agit

M. Hudelo pense avec raison qu'il n'est pas, dans l'ensemble de sujets de mécontentement qui peuvent énerver la population parisienne, de petit détail négligeable.

On avait protesté à maintes reprises contre le tapage intempestif que font les boueux au cours de leur travail nocturne, imités d'ailleurs en cela par les garçons laitiers qui viennent ramasser leurs boîtes à la porte des crémeries et des épiceries. Le préfet de police vient de donner aux agents de la police municipale l'ordre d'intervenir

chaque fois que le bruit fait sera de nature à troubler le repos des Parisiens.

Le seul bruit nocturne toléré sera donc celui de la sirène... lorsque des avions ou des dirigeables ennemis seront annoncés. M. Hudelo a donné, d'autre part, des ordres pour que les directeurs de salles de spectacle ne puissent refuser de délivrer des contre-marches aux spectateurs qui, ayant payé leur place, veulent sortir un moment pendant l'entracte. Et c'est très bien.

Pas plus que le repos des uns, le divertissement des autres — le plus souvent, des permissionnaires et leur famille — ne doit être troublé.

## Publicité allemande

On peut lire dans les Petites Annonces du Berliner Tageblatt la réclame d'un roman d'Arthur Landesberg qui vient de paraître. Le sujet est un « moderne sabbat de sorcières » ; le titre est emprunté à une phrase de Paillasse, l'opéra de M. Ruggero Leoncavallo.

Jusqu'à la chose est déjà plaisante, car M. Leoncavallo est honni par tous les Allemands, qui ne lui pardonnent pas ses sévères appréciations sur l'ancien pacifisme du kaiser.

Mais, ce qui est plus inattendu, c'est la façon dont l'éditeur lance le roman *Lache, Bajazzo* ! (Ris, Paillasse !) En effet, dans l'annonce du journal sont reproduites des phrases de louange parues dans les articles critiques de différentes feuilles germaniques.

En voici quelques-unes :

« Seuls les génies de Dante et de Shakespeare pouvaient imaginer et développer un tel sujet. » (*Kölnische Zeitung*).

« Depuis Zola on ne nous avait rien donné de pareil. » (*Das Kleine Journal*, de Berlin).

« C'est en somme du plus pur Dostoïewski. » (*Berliner Zeitung am Mittag*).

Dante, Shakespeare, Zola, Dostoïewski ?

Toute l'Entente, quoi ?

## Un singe au cinéma

Dans un cinéma du boulevard, les spectateurs étaient intrigués, hier soir, par les mouvements d'un petit chien noir qu'une dame tenait sur ses genoux et dissimulait à demi sous sa fourrure.

Avec ses pattes de devant, l'animal esquivait, en effet, des gestes drolatiques ; on eût juré qu'il mimait les gestes des personnages qui évoluaient sur l'écran.

Les voisins de la dame se perdaient en conjectures lorsque soudain l'un d'eux survint : le « petit chien » avait bondi sur le dossier du fauteuil et lui égratignait le cou.

La lumière se ralluma à point pour permettre de voir que c'était un petit singe ; et, malgré les excuses de la dame, des protestations s'élevèrent dans le public.

Il semble, en effet, qu'on abuse de certaines tolérances pour introduire au cinéma les spectacles les plus imprévus. Mais quelle ordonnance dira qu'il est permis d'amener son chien au cinéma et qu'il est interdit d'y conduire son sapajou ?

M. Hudelo a, on en conviendra, d'autres chiens à fouetter.

## La lettre d'un tirailleur

Un capitaine de tirailleurs, blessé, vient de recevoir d'un de ses hommes cette lettre dont nous respectons volontairement la forme et l'orthographe :

« Mon Capitaine,

« Je vous serai très reconnaissant de vous faire connaître que je me trouve en très bonne santé, est j'espère que ma présente lettre vous en trouveras de même.

« Mon Capitaine,

« Je pense toujours à vous car, vous n'étiez pas Mon Chef de section seulement ; plus que Mon père El Mokrani est je suis qu'un vraie indigène qui fait sa carrière est que je me battra, ainsi nos frères, pour venger nos frères qui sont Tombé au champs de Bataille. On les auras ! qu'à même. Mon Capitaine.

« Vous serez très brave père Mon Capitaine de me donner de votre nouvelles Mon

Capitaine mes meilleurs salutations respectueuses.

« N. Elmokrani, 10<sup>e</sup> C<sup>e</sup>. »

Cette lettre est significative dans sa simplicité naïve. Elle montre comment, très souvent, nos officiers sont aimés de leurs hommes. Elle témoigne aussi de l'inutilité des menées par lesquelles, faisant appel au fanatisme des musulmans, l'ennemi croyait déchaîner la guerre sainte et soulever l'Islam contre nous.

Mais il y a mieux. Le tirailleur El Mokrani, qui écrit à son capitaine une lettre aussi affectueuse, est le petit-fils même du bach-agha de la Medjana, El Mokrani, qui, en avril 1871, s'était mis à la tête des Kabyles révoltés et fut tué près d'Aumale au cours d'une rencontre de ces derniers avec la colonne envoyée par le général Saussier.

Les esprits ont évolué depuis, en Kabylie. Et les petits-fils des révoltés de 1871 servent la France et aiment leurs chefs.

## Prévoyance américaine

Il y a presque autant de soldats américains à Bordeaux qu'à Paris. Et, lorsqu'ils s'installent dans la capitale de l'Ouest, les commerçants se plurent à penser que le Pactole allait couler chez eux. Pour beaucoup, en effet, un Américain est, par définition, milliardaire.

Le premier soin des soldats alliés fut, pourtant, de se renseigner sur le prix exact de chaque chose, en particulier sur le chiffre du pourboire qu'on peut honnêtement offrir à un chauffeur ou à un cocher. Leur éducation faite, ils ne se gênèrent point pour protester lorsqu'on leur faisait des prix trop « spéciaux ».

La première désillusion fut amère pour certains commerçants. Ils en prirent d'ailleurs leur parti et traitent aujourd'hui les Américains comme des indigènes.

Mais les chauffeurs ont la rampe plus tenace, et il n'en est pas un seul, à Bordeaux, qui consente à « charger » un soldat américain.

Ceux-ci, d'ailleurs, ont de la philosophie et de longues jambes ; ils acceptent galement d'aller à pied, quand ils ne peuvent prendre d'assaut un tramway ou l'une des « hirondelles » qui sillonnent la Gironde.

Et les maîtres du volant sont les seuls à y perdre.

## Le charbon indispensable

Les avocats ne manqueront pas de charbon. Sur une démarche de M. Henri Robert, bâtonnier, M. Delanney, préfet de la Seine, a promis qu'en dehors du combustible destiné à leurs besoins domestiques il leur en sera délivré pour le chauffage de leurs cabinets de travail et de leurs salons d'attente.

Mais voilà qui va, semble-t-il, provoquer d'autres réclamations. Il n'y a pas, en effet, que les avocats qui reçoivent chez eux leur clientèle : il y a aussi les médecins, les dentistes, etc... Et la même mesure doit logiquement s'appliquer à tous ceux qui peuvent être astreints par leur profession à un travail à leur domicile, dans un cabinet distinct de leur appartement privé.

La préfecture de la Seine le comprendra sans doute.

## LE PONT DES ARTS

Un peu avant la guerre, lors du couronnement du roi d'Angleterre comme empereur des Indes, des journalistes de tous les pays du monde furent invités à ces fêtes splendides. M. René Puaux faisait partie de leur petite phalange. On nous dit qu'il compte faire paraître dans quel temps ses souvenirs de cette époque de sa vie. Cela s'appellera le *Beau Voyage* et évoquera des entrées en triomphe, des danses, des fêtes, des cortèges, une véritable féerie orientale, qui était en même temps l'apothéose du loyalisme de l'Inde anglaise.

Dans les rares loisirs que lui laisse la vie active et rude du front, M. Alexandre Arnoux met la dernière main à un livre, observé sur place, écrit sur place : le *Cabaret*. C'est à la fois très direct et très transposé. Certaines conversations, dans leur argot brutal, ont une portée philosophique profonde.

LE VEILLEUR.

Ce soir :

Comédie-Française, relâche ; demain, 8 h. 15, l'Élévation.

Opéra-Comique, relâche ; jeudi, 1 h. 30, Werther, les Amoureux de Catherine.

Odéon, 8 h. 15, Mon ami Teddy.

Bouffes-Parisiens, 8 h. 30, l'illusionniste (Sacha Guitry).

Variétés, 8 h. 15, la Femme de son mari.

Gymnase, relâche ; vendredi, Petite Reine.

Vaudeville, 8 h. 15, la Revue.

Châtelet, mardi, mercredi, jeudi, samedi, dimanche, mat. et soir, le Tour du Monde en 80 jours.

Palais-Royal, 8 h. 15, Madame et son filleul.

Trion-Lyrique, relâche ; demain, 8 h. 15, Giroflé-Girofla.

Ambigu, 8 h. 30, le Maître de forges.

Antoine, 8 h. 25, M. Bourdin, professeur.

Michel, 8 h. 30, Plus ça change...

Th. Réjane, à 8 h. 30, Une Revue chez Réjane.

Renaissance, 8 h. 30, Vous n'avez rien à déclarer ?

Porte-Saint-Martin, relâche ; demain 8 h. 15, Montmartre.

Cluny, 8 h. 30, le Trombone de Madame.

Edouard-VII, 8 h. 45, la Folle Nuit.

Femina, 8 h. 15, Supplé.

Grand-Guignol, 8 h. 30, Taiaut ! la Petite Maud.

Scala, 8 h. 30, le Sursis.

## MUSIC-HALLS

Olympia, tous les soirs. Mat. vendredi et dim.